



La Mensuelle Eco - N°46 - Octobre 2017

YT-MAHM 24/10/2017

L'essentiel

Le renforcement de la croissance mondiale depuis le début de l'année est validé par la révision à la hausse des perspectives du FMI. Ce dernier estime néanmoins que la reprise est « incomplète » car 25% de l'économie internationale n'en bénéficie nullement et que l'inflation, conséquence de tout cycle d'expansion, est pour l'heure globalement absente. Le fonds est en outre dubitatif quant au potentiel de résistance de l'économie mondiale face à ses vulnérabilités à moyen terme.

Il paraît en effet difficile d'envisager une nouvelle accélération des deux côtés de l'Atlantique-nord et au Japon, sauf à considérer que la hausse actuelle des exportations des grands émergents trouve demain un relais via la hausse de production de leurs entreprises exportatrices, au-delà du rattrapage en cours.

A plus brève échéance, les indicateurs avancés de confiance et les indicateurs passés d'activité sont simultanément très bien orientés. L'embellie conjoncturelle connue par les pays avancés vient irriguer les économies émergentes, libérant un acquis de croissance déjà favorable pour début 2018. La dynamique du cycle manufacturier est solide, notamment dans la zone Euro.

Les pays de l'Euroland profitent d'une croissance du PIB plus forte et mieux partagée, mais s'inquiètent sur le plan politique du dossier catalan, et sur la scène macro-économique de la fin, souhaitée temporaire, de la baisse du taux de chômage.

La situation française reflète assez bien celle de la zone Euro : croissance du PIB, réchauffement du climat des affaires et créations d'emploi ne semblent pas suffisants pour abaisser significativement le taux de chômage à court terme.

Les performances des entreprises d'Occitanie, et de Haute-Garonne en particulier, permettent d'envisager une amélioration plus rapide sur le front de l'emploi local, surtout si les prévisions établies par les dirigeants pour la fin de l'année se concrétisent.

Les chiffres du mois

+ 3.6% puis + 3.7%

Les prévisions de croissance mondiale du FMI pour 2017 puis 2018

+ 5.4%

La progression prévue du commerce international en 2017

1.3 millions

Le nombre de demandeurs d'emploi en moins au sein de la zone Euro

329 milliards \$

Le volume de marché du secteur spatial, en augmentation de +1.85% sur un an

+ 1.8%

La hausse révisée par l'INSEE de la croissance française en 2017

+ 2.4% sur un an

L'évolution régionale de l'emploi salarié

+ 10

Le solde d'opinions sur le chiffre d'affaires des entreprises en Haute-Garonne au 3^{ème} trimestre, en hausse de 9 points sur un an



1/ La situation économique mondiale

Une accélération de la croissance, sans inflation

Sources : Xerfi, INSEE, FMI, DEE BNP-Paribas, DEES Société Générale, EEG Crédit Agricole

Le Fonds Monétaire International a réhaussé de 0,1 point ses perspectives de croissance pour l'économie mondiale en 2017 et 2018, qui s'établissent désormais respectivement à +3,6% et +3,7%. Si la révision pour 2018 est équilibrée entre les pays émergents et avancés, celle prévue pour 2017 provient uniquement de l'accélération des économies développées.

	2016	Projections		Différence par rapport à la Mise à jour des PEM de juillet 2017 ¹		Différence par rapport aux PEM d'avril 2017 ¹	
		2017	2018	2017	2018	2017	2018
Production mondiale	3,2	3,6	3,7	0,1	0,1	0,1	0,1
Pays avancés	1,7	2,2	2,0	0,2	0,1	0,2	0,0
États-Unis	1,5	2,2	2,3	0,1	0,2	-0,1	-0,2
Zone euro	1,8	2,1	1,9	0,2	0,2	0,4	0,3
Allemagne	1,9	2,0	1,8	0,2	0,2	0,4	0,3
France	1,2	1,6	1,8	0,1	0,1	0,2	0,2
Italie	0,9	1,5	1,1	0,2	0,1	0,7	0,3
Espagne	3,2	3,1	2,5	0,0	0,1	0,5	0,4
Japon ²	1,0	1,5	0,7	0,2	0,1	0,3	0,1
Royaume-Uni	1,8	1,7	1,5	0,0	0,0	-0,3	0,0
Canada	1,5	3,0	2,1	0,5	0,2	1,1	0,1
Autres pays avancés ³	2,2	2,6	2,5	0,3	0,1	0,3	0,1
Pays émergents et pays en développement	4,3	4,6	4,9	0,0	0,1	0,1	0,1
Communauté des États indépendants	0,4	2,1	2,1	0,4	0,0	0,4	0,0
Russie	-0,2	1,8	1,6	0,4	0,2	0,4	0,2
Russie non comprise	1,9	2,9	3,3	0,4	-0,2	0,4	-0,2
Pays émergents et en développement d'Asie	6,4	6,5	6,5	0,0	0,0	0,1	0,1
Chine	6,7	6,8	6,5	0,1	0,1	0,2	0,3
Inde ⁴	7,1	6,7	7,4	-0,5	-0,3	-0,5	-0,3
ASEAN-5 ⁵	4,9	5,2	5,2	0,1	0,0	0,2	0,0
Pays émergents et en développement d'Europe	3,1	4,5	3,5	1,0	0,3	1,5	0,2
Amérique latine et Caraïbes	-0,9	1,2	1,9	0,2	0,0	0,1	-0,1
Brésil	-3,6	0,7	1,5	0,4	0,2	0,5	-0,2
Mexique	2,3	2,1	1,9	0,2	-0,1	0,4	-0,1
Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan	5,0	2,6	3,5	0,0	0,2	0,0	0,1
Arabie saoudite	1,7	0,1	1,1	0,0	0,0	-0,3	-0,2
Afrique subsaharienne	1,4	2,6	3,4	-0,1	-0,1	0,0	-0,1
Nigéria	-1,6	0,8	1,9	0,0	0,0	0,0	0,0
Afrique du Sud	0,3	0,7	1,1	-0,3	-0,1	-0,1	-0,5

L'institution de Washington, et nombre d'observateurs et d'analystes, insistent par ailleurs sur le niveau étonnamment bas de l'inflation, préoccupation essentielle des banques centrales (FED et BCE en tête) quant à leur potentiel de relance monétaire et signe de la très faible progression des salaires en dépit de la hausse sensible de l'activité. Certains facteurs nouveaux et structurants peuvent certes être avancés pour expliquer la persistance d'un bas niveau général des prix alors que le chômage recule (concurrence internationale, tertiarisation des économies, transparence tarifaire accrue par le e-commerce, recul du pouvoir de négociation des syndicats), mais l'on peut s'inquiéter du déficit de demande qui perdure malgré l'amélioration conjoncturelle. Le taux de chômage reste en effet élevé dans de nombreux pays, et il ne régresse pas rapidement : les salaires ne sont alors pas très réactifs, et le pouvoir d'achat stagne.

L'amélioration des principaux indicateurs est pourtant bien réelle. L'un des plus significatifs réside dans la nette accélération du commerce international (+5,4% prévu en 2017) impulsée par la solide progression des importations des économies émergentes, qui croitraient cette année de +7,6% après deux années de recul.



Aux **Etats-Unis**, les créations d'emplois demeurent très dynamiques mais la hausse des salaires est très modérée. Les gains de pouvoir d'achat sont donc très limités, alors que la consommation demeure le moteur principal de la croissance. On note par ailleurs une reprise de l'investissement des entreprises, avec pour symbole le très haut niveau de l'indicateur ISM (directeurs achats du secteur manufacturier) en septembre, qui atteint un sommet depuis mai 2004.

Au **Japon**, l'accélération de la croissance au 2^{ème} trimestre confirme la pérennité de la reprise, même plus lente qu'ailleurs. Le pays demeure confronté au défi d'une population en baisse favorisant un taux de chômage quasiment inexistant. Conforté par les résultats des élections législatives du 22 octobre, le premier ministre Shinzo Abe devrait maintenir les rennes d'un *policy-mix* monétaire et budgétaire expansionniste dans un contexte géopolitique très tendu avec la Corée du Nord.

Le **Royaume-Uni**, l'une des très rares grandes économies dont les perspectives 2017-2018 n'ont pas été réévaluées par le FMI, est à contre-courant de la tendance mondiale. La consommation recule, les ménages étant pénalisés par la forte hausse de l'inflation provoquée par la dépréciation de la livre.

Du côté des émergents, la reprise se poursuit et le climat des affaires se réchauffe sensiblement depuis le début de l'année. La **Chine** a vu son PIB progresser sur 3 mois de +1,7% au 2^{ème} trimestre, tiré par le redémarrage des investissements et une nette accélération de la production industrielle. Un ralentissement modéré de la croissance est attendu dans les prochains mois en raison d'une politique économique de stabilisation visant notamment à assainir les secteurs immobilier et financier.

Le **B Brésil** bénéficie d'un net ralentissement de l'inflation : +1,8% depuis le début de l'année contre +5,4% en 2016. Le pays sort ainsi d'une longue période de *stagflation* (récession + inflation) mais souffre néanmoins du manque de dynamisme de la consommation des ménages.

La situation de l'économie **russe** s'améliore plus nettement en combinant rebond de la consommation, forte hausse des investissements et des salaires réels. Parallèlement, la consolidation du secteur bancaire et l'amélioration des finances publiques mises en œuvre par le gouvernement soutiennent cette reprise.

Le trou d'air subi par l'économie **indienne** est en revanche confirmé. Les facteurs explicatifs de la baisse de la consommation des ménages sont spécifiques et conjoncturels : processus de démonétisation engagé depuis novembre 2016 et mise en place de la TVA en juillet. La baisse des investissements privés est plus inquiétante.

2/ Zone Euro

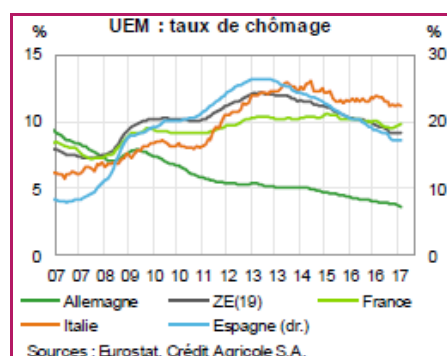
Croissance renforcée et mieux répartie

Sources : Xerfi, INSEE, FMI, DEE BNP-Paribas, DEES Société Générale, EEG Crédit Agricole

La reprise marquée du commerce international, la stabilisation voire le recul des incertitudes politiques liées à certaines échéances électorales et la solidité de la demande intérieure justifient la révision de +0,2 point des projections du FMI : la croissance de la zone Euro s'établirait à +2,1% en 2017 et +1,9% en 2018. L'embellie conjoncturelle est validée par l'organisation mais celle-ci fait part de ses doutes à plus long terme en raison d'une productivité relativement faible, d'une trajectoire démographique défavorable et du poids de la dette.

Le **PIB** de l'Euroland progresse depuis 9 mois de plus de 0,5% par trimestre, une première depuis 2007-2008. La consommation ne faiblit pas et l'investissement se raffermi. La production industrielle a vivement progressé en août (+1,4% sur un mois après +0,3% en juillet) et le 3^{ème} trimestre pourrait être le meilleur depuis 2010 selon l'optimisme des dernières prévisions d'activité et un moral des dirigeants au sommet.

En dépit de l'accélération de la croissance, le taux de **chômage** se stabilise en août à 9,1% de la population active, comme en juin et juillet. L'INSEE le prévoit à 8,7% fin 2017, ce qui constituerait une baisse d'un point en glissement annuel. On compte aujourd'hui 14,7 millions de demandeurs d'emploi au sein de la zone, chiffre en baisse de 1,3 million sur un an. Le taux de chômage des jeunes se stabilise à 18,9%.



La situation économique de l'Allemagne s'est améliorée tout au long du 1^{er} semestre. Le bond des investissements (en équipements mais aussi en construction) et l'amélioration des débouchés des exportations en dépit de l'appréciation de l'euro en attestent. Les commandes industrielles ont à nouveau progressé de +3,6% en août, après une baisse de -0,4% en juillet.

La reprise est confirmée en Italie, avec une bonne tenue de la consommation et un recul du chômage. Les exportations profitent de la reprise mondiale : au 1^{er} semestre, celles à destination de la Chine ont progressé de +26%, celles vers les Etats-Unis de +10%.

Les perspectives de croissance de l'Espagne sont quant à elles suspendues à la résolution du dossier catalan qui inquiète l'ensemble de la zone Euro. Le risque d'une situation assez chaotique pèse sur l'économie la plus dynamique de l'Euroland, via les difficultés promises dans un 1^{er} temps au secteur bancaire.

3/ Fait marquant – L'industrie spatiale

Contexte et enjeux de la filière

Sources : La Tribune, GIFAS, Euroconsult, Presse nationale, Space Foundation, Sirius-TBS, Xerfi

Les acteurs de l'industrie spatiale évoluent dans un **contexte concurrentiel stimulé par le NewSpace**, mouvement désignant les initiatives privées, basé sur un changement total de modèle visant un accès moins cher à l'espace en utilisant des technologies en rupture (satellite, lanceurs) comme souhaitent le faire les sociétés Blue Origin de Jeff Bezos ou SpaceX d'Elon Musk. Les experts s'accordent sur l'**important potentiel de développement** du champ d'activité du spatial **associé à l'économie numérique** : nouveaux services et besoins d'infrastructures spatiales inhérents. Le futur de l'économie spatiale implique de nombreux acteurs publics et privés : agences, investisseurs, GAFAs, industriels, prestataires de services ... Ce foisonnement d'entrants, d'acteurs privés ou de nouvelles puissances étatiques, interroge sur les enjeux économiques de la filière française notamment, et du **devenir des acteurs historiques** de l'industrie spatiale.

Données de cadrage - Activité du secteur spatial – Budgets des agences

- **Activité mondiale du secteur spatial en légère croissance**

La Space Foundation estime l'ensemble de l'économie lié au spatial à **329 milliards de \$** en 2016, en **progression de 1,85%** sur un an. La tendance positive est guidée par la croissance des activités commerciales tandis que les budgets gouvernementaux (USA et hors-USA) se sont très légèrement réduits.

- **Chiffre d'affaires de l'industrie spatiale française en progression continue**

D'après le GIFAS, l'industrie spatiale française a représenté un chiffre d'affaires de **7,814 milliards€ en 2015**, en hausse significative sur un an (+12,9%) se positionnant au meilleur niveau depuis 10 ans. La tendance devrait se confirmer, les estimations tablant sur une nouvelle progression au bilan de 2016 (+4,9%).

- **Hausse significative des budgets des agences européenne et française inscrite dans une dynamique positive du secteur spatial soutenu par les politiques publiques**

Après un léger recul en 2014 dans un historique de hausse continue du budget de l'**ESA** (Agence spatiale européenne), 2015 renouait avec un budget en augmentation (4,43 Md€), confirmée en 2016 (5,25 Md€). L'année 2017 appuie encore cette bonne orientation des budgets spatiaux européens pour atteindre **5,75Md€** soit une **hausse de +9,5%**.

Le **CNES** dispose quant à lui en 2017 d'un budget de **2,33 Md€** en hausse significative de **+10%** pour son budget total (+214 millions d'€), preuve de la très haute priorité de l'Espace pour les pouvoirs publics et de la confiance que lui font les autorités françaises au regard des nombreux défis relevés et des grandes missions en cours. Avec 35€ par an et par habitant, la France consacre le 2^{ème} budget au monde le plus important aux activités spatiales après les Etats-Unis (50€), mais devant l'Allemagne (20€). Ce budget est à 80% destiné à irriguer la filière industrielle spatiale française et européenne. Le CNES contribue au budget de l'ESA et finance également des coopérations multinationales.

La région Occitanie et plus particulièrement le département de Haute-Garonne accueillent le CNES (1 800 salariés), les 2 maîtres d'œuvre français et un tissu de PME et prestataires liés à l'activité spatiale estimé à 12 000 emplois. En 2016, l'emploi local représente plus de 5 500 salariés chez ses deux constructeurs.



Contexte concurrentiel – Bouleversement des acteurs et des missions

- **New Space – Resilient Space – Fast Space : évolution des modèles et changement de paradigme, quelle réaction des acteurs historiques ?**

Après l'intérêt des nouveaux investisseurs privés (New Space), le secteur spatial montre une capacité d'adaptation et d'ouverture concurrentielle dans une constante **recherche de baisse des coûts**. Plus résiliente (Resilient Space), l'industrie spatiale accepte de réenvisager les infrastructures et de missions, laissant apparaître un foisonnement d'acteurs et de solutions. L'étape suivante (Fast Space) fait référence aux solutions de lanceurs privés (historiquement dans le périmètre des affaires étatiques), aux solutions de démontage et de reconfiguration des satellites ou encore à la robotique dans l'espace.

Le secteur spatial connaît une grande effervescence et ne cesse de se confronter à de profonds **changements de modèles**. Le secteur est à la fois stimulé par les nouveaux entrants et par l'intérêt des investisseurs, l'espace conservant toujours une promesse de croissance liée à l'économie numérique. Face au bouleversement imposé par le NewSpace, les industriels français (Airbus Defence & Space et Thalès Aliena Space) préfèrent retenir une **réelle stimulation plutôt qu'une menace**. Pour autant, ils sont conscients que parmi les **nouveaux entrants**, de **nouveaux états** soutiennent massivement leur industrie spatiale, à savoir la Chine et la Corée du Sud, proposant des offres très compétitives et en devenir. Se posent ainsi logiquement la question de leur pérennité et du nombre d'acteurs pouvant in fine opérer dans le domaine.

Pour ADS, le NewSpace représente une opportunité que le projet OneWeb Satellites illustre. Le maître d'œuvre toulousain, choisi par Greg Wyler pour son projet de constellation de 900 satellites, prend part à un projet hors norme, un challenge industriel inédit, des méthodes de production à la gestion de la supply chain, et aux cadences de lancements. Le constructeur a également livré en 2017 le premier satellite géostationnaire de télécommunications 100% électrique, le satellite 172B. Mieux que les solutions hybrides déjà existantes, la propulsion électrique s'avère beaucoup plus efficace en gain de masse, réduisant pour autant considérablement le coût de lancement.

- **Segment des satellites de télécommunications : quel avenir pour les offres géostationnaires (GEO), en orbite terrestre basse (LEO) ou encore en orbite terrestre moyenne (MEO) ?**

Parallèlement aux **interrogations existantes quant au succès des constellations** qui pourrait seulement être réservé à une partie des projets (OneWeb, LeoSat, O3b), jamais le **nombre de prises de commandes de satcoms n'a été aussi réduit**. Habituellement entretenu par des prises de commandes régulières, 17 contrats signés en 2015 (profitant à tous les constructeurs mondiaux, 6 contrats pour les européens), 19 au total dont 5 européens en 2016, mais à ce jour 2017 s'inscrit en grand déficit avec seulement 7 contrats signés au niveau mondial avec 7 constructeurs différents dont seulement 1 européen.

Parmi les explications avancées, le marché présenterait une surcapacité en orbite (après une phase de croissance des investissements) mais poserait surtout une palette de nouvelles solutions technologiques poussant les opérateurs à un certain attentisme face aux nombreuses options de choix en termes de technologie, taille, et puissance. Pour d'autres, l'atonie du marché géostationnaire s'apparenterait plutôt à une baisse cyclique. L'élément plus inquiétant du point de vue des constructeurs européens réside dans la menace des pays asiatiques et des autres acteurs de solutions terrestres. Les constructeurs et opérateurs de lancement s'entendent sur le fait que la baisse du nombre de commandes de satellites géostationnaires ne peut être que temporaire, en décalage pour une reprise en 2018, mais des avis plus mitigés craignent un risque de vase communicant entre les nouveaux entrants et les acteurs historiques, entre les constellations et les offres géostationnaires. En réaction, les industriels préfèrent parier sur une croissance du marché, une expansion de la demande liée à de nouveaux besoins en bande passante et en données.

Malgré les réelles incertitudes de court terme, Euroconsult anticipe un **fort potentiel de croissance pour les 10 ans à venir**. Le futur s'ouvre sur un incontestable besoin croissant, qu'il s'agisse de demande en chaîne TV ou de **traitement des données de masse** (big data), ou de **connectivité** (transport, internet des objets).

Nouveaux marchés, nouvelles opportunités

- **Plus de services en lien avec l'Espace**

Les industriels misent sur le développement de nouvelles opportunités, au cœur d'une **dynamique positive plus inventive en solution de services**, le marché est plutôt en phase d'expansion. Les nouveaux projets basés sur le développement de services nécessitent le plus souvent des infrastructures spatiales relativement classiques, les maîtres d'œuvre conserveraient ainsi leurs places, sauf rupture totale de solutions.



Pour ADS, la numérisation de l'économie ouvre de manière plus générale le champ à **deux grands besoins** auxquels l'espace est en mesure d'apporter de multiples solutions :

- **Besoin en bande passante** (satellites de télécommunications) nécessaire à l'économie numérique
- **Fourniture de données** (satellites d'observation de la terre) pour développer les services associés à la numérisation encore naissants.

Dans le même esprit, TAS se positionne en interlocuteur BtoB des GAFAs afin de répondre à des besoins exprimés concernant de nouveaux services et dont la dynamique tend à l'expansion des besoins en infrastructure spatiale. Pour illustration des projets comme O3B Networks (TAS) et Skybox Imaging (SSL) nécessitent des infrastructures encore relativement classiques.

- **Plus d'innovation pour des marchés en devenir**

Si les experts s'accordent sur le développement futur des services notamment en utilisation d'imagerie spatiale, l'innovation reste le maître mot. Poussés par les bouleversements du New Space, les industriels historiques de l'industrie spatiale sont dans l'obligation de s'inscrire dans une **dynamique d'innovation**. Face à la multiplication des solutions alternatives, l'espace doit également veiller à être bien visible, à montrer sa contribution pour éviter la dissolution du spatial dans les produits et services qu'il permet de diffuser. Le CNES soutient et place l'innovation au centre du futur et stimule la réflexion autour de l'industrie spatiale du futur et de ses applications. Pour mémoire, la création de la DIA (Direction de l'Innovation, des Applications et des Sciences) créée pour travailler sur des technologies de rupture. « Inventer l'Espace demain », un des axes d'innovation majeurs de la direction des systèmes orbitaux porte sur la **miniaturisation** (association à Nexeya pour fabriquer Angels de la constellation Argos) et ses problématiques de volume réduit, d'énergie, de propulsion ... Euroconsult estime que plus de **6 200 petits satellites pourraient être lancés entre 2017 et 2016 contre 890 sur les dix dernières années**.

L'Espace dévoile d'autres opportunités de marchés, l'exploitation des minerais sur des astéroïdes, la question de la récupération des débris spatiaux, l'imagerie et les données spatiales. Euroconsult entrevoit **un doublement des revenus opérationnels sur les 10 prochaines années** (de 17,4 à 33,6 Md€) soutenu par le **développement de la flotte de satellites d'observation** (de 180 à 600 satellites).

Concernant la **vente d'images satellitaires**, DigitalGlobe et Airbus se partagent 3/4 du marché, aujourd'hui estimé à 3,5 Md\$ par Euroconsult prédisant **un taux de croissance de 10%** lors de la prochaine décennie.

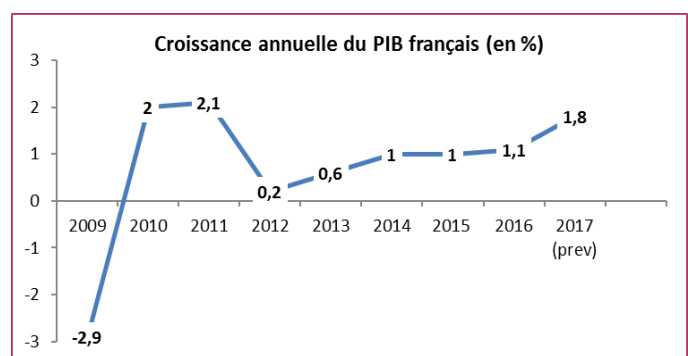
4/ Le contexte national

Révision des prévisions de croissance à la hausse

Sources : INSEE, Pôle Emploi, Banque de France

Croissance française

Progressivement rehaussée, la croissance du PIB français connaît une nouvelle révision à la hausse pour atteindre une projection à +1,8% pour 2017, soutenue par des marqueurs de confiance que sont l'investissement (entreprise et ménages) et la consommation des ménages. Meilleur niveau de croissance depuis 6 ans, cette prévision s'établit dans un contexte de climat des affaires en amélioration depuis fin 2016 et atteignant un plus haut depuis 2011.



Après 3 années à +1% de croissance, une dynamique pointe, mais reste toutefois à un niveau inférieur au niveau de la zone euro qui devrait progresser autour de +2,2% en 2017. En comparaison, le potentiel de croissance reste affaibli, en attente de l'intensification des réformes dont dépend la capacité à accélérer et à créer des emplois.

Emploi total : baisse des créations

Un moindre dynamisme de créations d'emplois caractériserait le second semestre 2017 qui s'établiraient à +41 000 postes après + 150 000 au 1^{er} semestre. Le taux de chômage reculerait finalement peu à 9,4% de la population active à fin 2017, contre 10,0% un an plus tôt.



5/ La conjoncture en Occitanie

Source : Banque de France, URSSAF

Enquête Banque de France - Occitanie : fin septembre 2017

Le climat des affaires mesuré dans l'**industrie** auprès des PME et grandes entreprises à fin septembre s'est stabilisé au niveau de sa moyenne de long terme.

Globalement, le **taux d'utilisation** des capacités de production est légèrement supérieur à la moyenne de long terme.

Concernant l'**activité industrielle**, la production a augmenté en septembre avec quelques disparités sectorielles : repli de l'activité des industries agroalimentaires, croissance modérée de la fabrication des équipements électriques, électroniques et informatiques ainsi que des autres produits industriels, intensification de la production de matériels de transport.

De manière générale, la situation de l'activité industrielle paraît favorable pour la fin de cette année selon les **prévisions** des dirigeants, les seules réserves exprimées portant sur les industries agroalimentaires.

L'indicateur du climat des affaires pour les **services marchands** s'est nettement apprécié sur un mois, gagnant 5 points et se positionnant au-dessus de sa moyenne de long terme.

L'activité du secteur a marqué en septembre un net rebond et devrait se maintenir à un rythme soutenu, impactant positivement l'emploi. Tous les secteurs affichent une bonne tenue, les activités informatiques, les transports, l'hébergement et l'ingénierie.

L'enquête trimestrielle conduite auprès des entreprises du **BTP** et du **commerce de gros** met en évidence le renforcement de l'activité dans les deux domaines au 2^{ème} trimestre 2017 dans la lignée du début d'année.

➔ Le **gros œuvre** voit son activité progresser et la visibilité se renforce, embauches à la clé. Toutefois, des disparités perdurent entre les territoires. La reprise du **second œuvre** est également confirmée.

➔ Les **travaux publics** sont soutenus par les commandes publiques mais la progression d'activité ne se diffuse pas à l'ensemble du territoire. L'emploi s'exerce essentiellement par l'intérim et la sous-traitance malgré la tendance favorable.

➔ Le **commerce de gros** reste bien orienté dans les deux branches du secteur et les prévisions confirment ce contexte favorable.

Emploi salarié : tendance 2^{ème} trimestre 2017

Au 2^{ème} trimestre 2017, l'emploi salarié du secteur marchand est en hausse de +2,4% sur 1 an, dynamique nettement supérieure à celle mesurée au niveau national à +1,7%. Tous les départements d'Occitanie sauf la Lozère affichent une évolution positive, la plus forte croissance revient au département de la Haute-Garonne (+3,1%). A l'échelle du dernier trimestre, les embauches accélèrent avec une progression de +0,8% au 2^{ème} trimestre (vs +0,5% au 1^{er} trimestre).

6/ En Haute-Garonne

Source : Fichier Consulaire & Etudes Economiques CCI de Toulouse

Baromètre trimestriel de conjoncture : Résultats du 3^{ème} trimestre 2017 et Perspectives du 4^{ème}

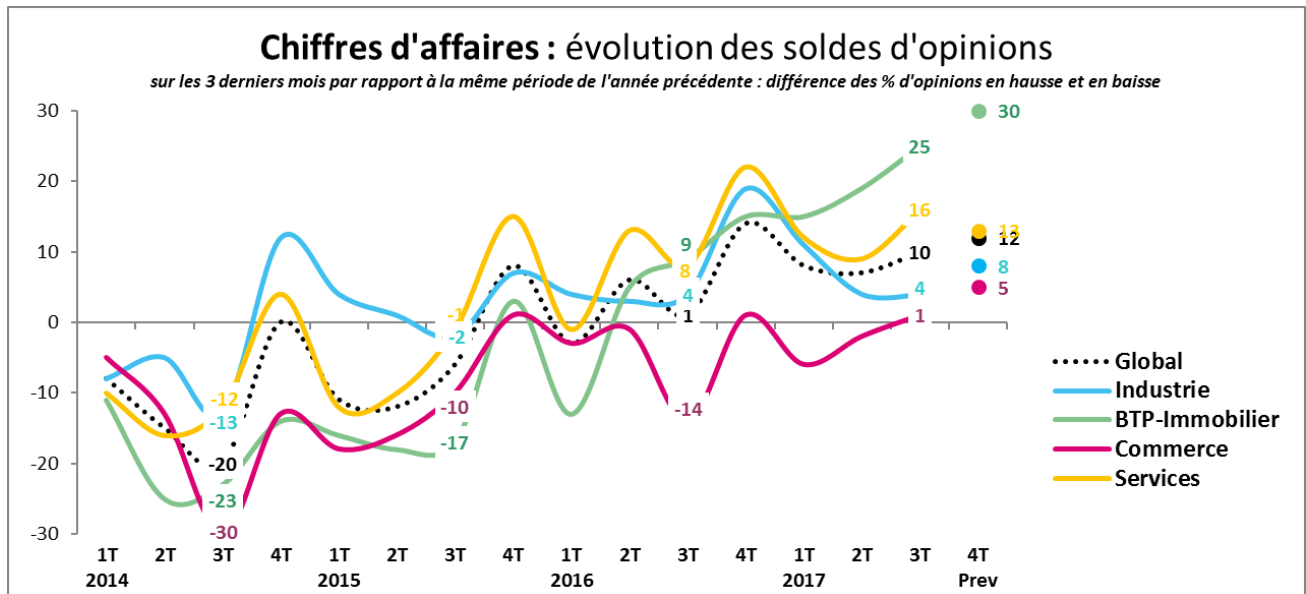
• Marché et Emploi

› L'**indicateur d'activité** progresse de 9 points au 3^{ème} trimestre 2017 par rapport à 2016 (solde d'opinions à +10 vs +1), particulièrement soutenu par la reprise d'activité du BTP-Immobilier enclenchée depuis mi-2016 et le développement pérenne des services. Positionné en territoire favorable pour le 6^{ème} trimestre consécutif, l'indicateur consolide des soldes d'opinions positifs dans tous les secteurs, y compris le commerce. Le 3^{ème} trimestre pointe notamment une reprise d'activité pour les petites entreprises.

› Les **prévisions de marché** du 4^{ème} trimestre s'inscrivent sur un même niveau élevé de progression d'activité, en très léger recul sur un an (solde d'opinions à +12 vs +14), réplique des trajectoires sectorielles du 3^{ème} trimestre.

› L'**emploi** progresse de manière continue depuis 2 ans, tous les secteurs continuent d'embaucher, seules les petites entreprises suivent un scénario moins favorable aux embauches. Les effectifs se maintiendront au 4^{ème} trimestre, une stabilisation de l'emploi se dessinant pour les entreprises de moins de 10 salariés.





• Indicateurs financiers

› Une meilleure orientation de l'indicateur de **suivi des marges** est confirmée pour le 2^{ème} trimestre consécutif. La tendance est généralisée, mais les entreprises de moins de 20 salariés restent confrontées à des conditions de rentabilité plus contraintes et sans amélioration notable.

› L'indicateur de difficultés de **trésorerie** tend globalement à s'améliorer, 13% des dirigeants font part de situations particulièrement tendues (en recul de 2 points sur un trimestre, de 4 points sur un semestre). La situation de trésorerie des TPE s'avère plus dégradée et sans amélioration sensible, 30% de ces structures se trouvent en difficulté.

• Climat de confiance

› Le **climat de confiance** se hisse encore d'un cran, à un niveau très élevé (solde d'opinions à +60). Tous les secteurs affichent une solide confiance, seul le moral des dirigeants des entreprises de moins de 10 salariés est en décalage (solde à +16) mais progresse toutefois.

Mémo Chiffres Clés

Source : CCI de Toulouse, INSEE, Douanes

Au 1 ^{er} juillet 2017	Haute-Garonne	Evolution sur un an
Etablissements RCS	55 344	+4,1%
Industrie	4 531	+0,4%
Commerce	13 116	+1,2%
Construction	6 659	+4,1%
Services	31 038	+5,9%
Effectifs salariés RCS	372 824	+4,3%
Industrie	77 389	+0,2%
Commerce	63 475	+2,8%
Construction	33 133	+5,2%
Services	198 827	+6,3%
Taux de chômage (2T2017)	9,2%	-0,8 pt
Exportations en millions d'€ (2T2017)	10 683	-5,3%
Importations en millions d'€ (2T2017)	7 492	-6,8%

